

Globale Défense

La revue de géopolitique et d'intelligence économique

Le grand jeu de l'Asie Centrale

Zone 2 : l'Asie Centrale

Iran, Pakistan, Afghanistan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kazakhstan

Figure 1
Ville de Khiva , Ouzbékistan.

<https://pixabay.com/fr/photos/ouzb%C3%A9kistan-chiva-centre-historique-4587651/>

SOMMAIRE

Note aux lecteurs.....	1
Iran, un avenir incertain.....	2
Pakistan, à l'heure du réarmement.....	4
Afghanistan, les cartes rebattues à Kaboul.....	7
Ouzbékistan, sur le terrain des nouveaux projets gaziers.....	9
Turkménistan, une position clé pour la stratégie européenne.....	12
Kazakhstan, au contact de la Chine et de la Russie.....	14

NOTE AU LECTEUR

Les conflits n'arrivent pas par hasard et leurs conséquences ne sont jamais anodines. Que la crise soit économique, sécuritaire ou sociétale, à qui profite-t-elle vraiment ? Quels sont les acteurs qui, par des interventions directes ou par des jeux d'influence, trouvent leurs intérêts dans les perturbations mondiales ?

De manière à analyser ces conflits, le club Défense est fier de vous présenter la deuxième parution de sa revue académique "Globale Défense" sur le thème de l'Asie centrale.

A l'occasion de cette deuxième publication, nous avons choisi d'arrêter notre analyse sur les pays suivants : l'Iran, le Pakistan, l'Afghanistan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Kazakhstan.

Nous vous souhaitons une bonne lecture !



Les états en vert sont traités dans ce numéro.

IRAN

Un avenir incertain

ECRIT PAR
CLÉMENCE F.

Un régime iranien aujourd'hui remis en cause

Dans un contexte de recomposition géopolitique du Moyen Orient, il est indispensable de porter une attention particulière à l'Iran, acteur incontournable de la zone.

La République Islamique d'Iran, à majorité chiite, est un pays recouvrant une multiplicité d'ethnies telles que les communautés Perses, Azéries, Kurdes, Baloutches, Arméniennes, ou encore Arabes. Sous l'autorité du guide suprême Ali Khamenei, le président chiite ultraconservateur actuel, Ebrahim Raissi, dirige le pays depuis 2021.

Le fonctionnement du gouvernement iranien s'articule autour du respect de la loi coranique (la charia) qui se caractérise notamment par l'islamisation de l'espace public, du pouvoir politique, du droit et de l'enseignement.

Etabli en 1979 par l'arrivée des Mollahs au pouvoir, ce régime théocratique divise aujourd'hui le pays. Il semble en effet émerger **un souhait de la part de la population iranienne de modernisation du fonctionnement interne du pays** tout en gardant cette culture religieuse qui lui est propre. En sommes, évoluer dans une société où la religion est un facteur important mais qui reste néanmoins subordonnée à des règles de droit qui tendent à se diversifier.



Le contournement des sanctions occidentales par Téhéran

Sous lourdes sanctions occidentales depuis plus de 25 ans afin de lutter contre la prolifération nucléaire, l'Iran voit son économie profondément paralysée. Depuis les années 2010, la croissance iranienne s'effondre avec une inflation de plus de 40% en 2022.

C'est bien l'embargo américain sur le pétrole iranien qui immobilise économiquement le pays. Avec la sortie des Etats Unis en 2018 de l'accord sur le nucléaire, Téhéran subie une forte récession, les sanctions occidentales n'en étant que plus fortes. **Cette brèche semble être exploitée par la Russie**, également sous lourdes sanctions américaines, dans le but de faire front commun à la vision occidentale du monde.

De plus en plus explicite, **une collaboration semble ainsi voir le jour entre Téhéran et Moscou** notamment suite à la signature en mai 2022 d'un accord élargissant la coopération énergétique entre les deux pays. Au-delà de l'aspect énergétique, la Russie et l'Iran souhaitent se mettre d'accord sur une nouvelle route commerciale directe et de transferts de technologies militaires afin de contourner les sanctions.

Figure 1

Carte du territoire iranien

<https://vemap.com/uploads/img/large/ir-04.jpg>



Une révolte populaire lourde de sens

Depuis septembre 2022, l'Iran connaît un soulèvement populaire déclenché par la mort de Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs pour "un foulard mal arrangé", à Téhéran.

Depuis le 13 septembre, l'Iran vit une révolution violemment réprimée par le gouvernement. Depuis le début de la révolte, plus de 300 iraniens ont trouvé la mort, 14 000 personnes ont été mises en détention, pour la plupart de manière arbitraire, dont certaines ont récemment été exécutées.

Par cette insurrection, la population iranienne dénonce un régime autoritaire qui ne répond plus aux attentes de ses citoyens, notamment de sa jeunesse. Le gouvernement s'avère mettre sa nation "sous cloche" alors que cette dernière semble être de plus en plus avide de souplesse et de liberté.

Profondément déstabilisée, l'ancienne Perse pourrait ainsi voir un renversement radical du pouvoir islamique instauré sur son territoire depuis plus de 40 ans.

Étant une région aux enjeux sécuritaires majeurs, les réactions internationales et les tentatives d'ingérences extérieures sembleraient très probables. **Quelle carte les pays ayant un intérêt stratégique seraient ils prêts à jouer afin de tourner l'instabilité du pays à leur avantage ?** Comme le dit l'adage, "l'histoire se répète toujours deux fois".

Désormais en difficulté sur son propre territoire, Téhéran choisit la stratégie de retirer ses soldats des pays voisins comme la Syrie, l'Irak ou le Liban et de ramener ce dispositif sécuritaire sur son territoire afin de contenir la révolution. Mohammad Kazemi, le maître-espion des gardiens de la révolution, entend répondre aux ambitions du guide suprême en matière de réforme sécuritaire du régime.

Figure 2

Une manifestation de soutien à la révolution iranienne, octobre 2022
<https://elephant-larevue.fr/news/iran-deforestation-coup-detat-en-allemande-les-5-actus-de-la-semaine-a-garder-en-memoire/>

Figure 3

Iran's 2012 Sacred Defense Week Parade in Tehran.
<https://www.farsnews.ir/photo/13910631000380-2-ارزده-بزرگ-نیروهای-مسلح-2>

Les Gardiens de la Révolution, un pilier du régime totalitaire

Créés en 1979 par l'Ayatollah Khomeini qui craignait un coup d'état de l'armée régulière, les Gardiens de la Révolution (Pasdarans en persan) composent l'organisation paramilitaire de la république islamique d'Iran. Dépendants du guide suprême, les *Pasdarans* sont au service du régime et de son idéologie. Sollicités sur de nombreux terrains d'opérations, les Gardiens de la Révolution sont envoyés par le gouvernement pour défendre les intérêts du pays. Ils ont notamment soutenu le Hezbollah iranien, participé à la guerre Iran Irak, à la lutte contre le gouvernement de Bachard Al Hassad et ont contribué à la lutte contre Daesh.

S'ajoutant à une popularité grandissante liée à leurs exploits militaires, **les Gardiens de la Révolution réussissent à s'introduire dans l'économie iranienne.** Avec un contrôle entre 20 et 40% de l'économie du pays, ces derniers sont présents dans des secteurs stratégiques tels que le secteur pétrolier, le secteur de l'industrie pharmaceutique et agroalimentaire.

Ces derniers s'enrichissent de l'isolation du pays. Le départ du géant pétrolier Total Energie en 2018, qui fait suite au rétablissement des sanctions américaines sur le territoire, a effectivement profité aux combattants qui récupèrent ainsi un contrat estimé à plusieurs milliards de dollars.



Représentatifs d'une presque oligopole, ces gardiens de la révolution ont fini par occuper une place importante dans les institutions privées et ont réussi à avoir accès à de nombreux postes au sein du gouvernement. Leur capacité d'influence ayant bien été identifiée par l'Occident, les combattants se sont vu inscrits sur liste noire par les Américains en 2019 pour soutien aux groupes armés terroristes, et le parlement européen a récemment réclaté la même inscription.

Avec des convictions fortes et des méthodes pragmatiques, **ces combattants souhaitent se montrer aujourd'hui comme une alternative au pouvoir affaibli.** Le guide suprême iranien a aujourd'hui 88 ans. Sa succession n'étant pas établie, une potentielle prise de contrôle du pays par les Gardiens de la Révolution est un scénario qui n'est pas à exclure. Les interrogations persistent néanmoins quant à leur volonté politique sous-jacente.

PAKISTAN

A l'heure du réarmement

ECRIT PAR
ENZO HAMMIDOUCHE

Le Pakistan, un pays en quête de stabilité

Le Pakistan – "pays des purs" en ourdou- est un pays situé à la croisée de l'Iran, de l'Afghanistan et de l'Inde. République islamique, le système politique du Pakistan est parlementaire, avec un Président (à titre honorifique) et un Premier Ministre – Shehbaz Sharif, leader du pays. **Le pays est composé de multiples ethnies**, avec une majorité relative (45%) de Pendjabis, suivi des Pachtounes (42%), des Sindis (15%) ...

La stratégie particulière d'Islamabad contre la menace terroriste

A la suite de son indépendance envers les Anglais en août 1947, accompagnée de sa séparation avec l'Inde, le pays a toujours évolué dans une importante instabilité politique, régulièrement attisée par l'Inde, l'Iran mais également l'importante présence de talibans et de terroristes islamiques.

Ainsi, la situation de tension permanente où le Pakistan évolue amène le pays à devenir un marché des armes particulièrement lucratif, dans lequel de nombreux acteurs évoluent.

Allié de longue date des Talibans afghans, Islamabad s'était félicité de leur retour au pouvoir lors de leur prise de Kaboul à l'été 2021. Or **les relations entre le pouvoir central du Pakistan avec les talibans afghans sont différentes de leurs homologues pakistanais**.



Présents au Nord-Ouest du pays, dans la province de Khyber Pakhtunkhwa - une des 4 provinces du pays- le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP) et **l'Etat Islamique mènent de nombreux attentats terroristes dans l'ensemble du Pakistan**. En dépit de plusieurs tentatives pour rétablir la paix, le pouvoir central et le TTP n'ont jamais réussi à faire perdurer celle-ci. Cette insurrection islamiste prend sa source de la décision du Gouvernement Pakistanais, sous pression américaine, de combattre les talibans et Al-Qaida à la suite des attentats du 11 Septembre 2001.



Cependant, la politique du Pakistan a consisté en une stratégie sélective envers les talibans, qui consiste à ne cibler que ceux pakistanais, les amenant à être accusés de soutenir secrètement les talibans afghans. Cette volonté de préserver les talibans afghans s'explique par une volonté du politique pakistanais de garder de bonnes relations avec les talibans afghans.

Figure 1
Carte du territoire Pakistanais
<https://vemaps.com/pakistan/pk-03>

Figure 2
Anciens talibans rendant leurs armes
https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Former_Taliban_fighters_return_arms.jpg

Au regard de la prise au pouvoir des Talibans de 2021, il semble que cette **politique fut une stratégie clairvoyante et payante**. Cette politique de sélection au profit des talibans afghans avait deux objectifs. Le premier est de garder contact pour continuer à mettre pression sur eux afin de les faire s'éloigner d'Al-Qaida, les **Américains appuyant toujours les Pakistanais** pour participer à la lutte contre le terrorisme islamique. Le deuxième but est de faire d'eux des alliés s'ils finissaient par récupérer le pouvoir, afin de **ne pas se retrouver pris en étau avec l'Inde**, le rival historique du Pakistan.

75 ans de relations conflictuelles avec son voisin indien

Situé sur le flanc est de son territoire, l'Inde a depuis très longtemps représenté le rival historique du Pakistan. Durant la **Partition des Indes** ayant débuté en Aout 1947, le territoire colonial du **Raj Britannique a été divisé en deux Etats indépendants** : L'Inde et le Pakistan. Très rapidement, on assiste à un **déplacement de population**, les Indiens de confession musulmane sont poussés vers le Pakistan, et les hindous et les sikhs le sont vers le nouveau territoire Indien.



En parallèle, une **guerre éclate à l'automne 1947 entre les deux pays à propos de la région du Cachemire**, une région principalement musulmane, donc proche du Pakistan, et pourtant sur le territoire Indien. 75 ans plus tard, la région est encore sous tension. La région fera l'objet de nombreux **conflit armés, d'interventions militaires, d'attentats** et sera le terrain de jeux des différents services de renseignement pakistanais et indiens.

Encore aujourd'hui, les relations entre les deux pays concernant cette région sont toujours extrêmement tendues, l'Inde ayant décidé de révoquer l'autonomie semi-constitutionnelle de la zone en 2019. Durant le mois de Janvier 2023, le Premier Ministre pakistanais Shebaz Sharif a proposé des discussions "sérieuses et sincères" avec l'Inde afin de chercher une nouvelle fois une réponse visant à apaiser les tensions régionales.

Un terrain propice au commerce d'armes

La région du Moyen Orient, dans sa partie d'Asie du Sud, est aujourd'hui une des zones de tensions majeures, et les pays de la région se livrent à une réelle course à l'armement.

Cette situation fait aujourd'hui de cette partie du globe un **important marché pour les pays exportateurs d'armes**, capables parfois de vendre du matériels et des services à deux pays antagonistes. Cette manne financière est dès lors une vraie aubaine pour certains pays, dont la France, pour qui l'exportation d'armes est un réel atout dans la balance commerciale nationale. Ainsi, la France est aujourd'hui en passe de faire signer à l'Inde un contrat de 26 Rafales, ce qui s'ajouterait au 36 appareils commandés par New Delhi en 2016, pour 8 Milliards d'Euros. Aujourd'hui, l'Inde est devenu le 4ème principal client de la France, soit 492 millions d'euros de prises de commandes..

Figure 3

Carte du Pakistan

<https://www.cosmovisions.com/Pakistan-Carte.htm>

La Chine et les Etats-Unis, des fournisseurs de choix pour l'armement pakistanais



De l'autre côté de la frontière, **les Pakistanais se tournent en grande partie vers la Chine**, qui représente 74% de ses importations d'armes. Souhaitant répondre à l'importation des Rafales en Inde, l'armée de l'air pakistanaise avait commandé en décembre 2021 à la Chine 25 de ses avions de combat Chengdu J-10C.

Le Pakistan est également en relation directe avec les Etats-Unis. Profitant de la politique de coopération relative à la lutte contre le terrorisme, les Pakistanais ont passé un contrat de 450 Millions de dollars dans des services de maintenances de F-16 américains. La Defense Security Cooperation Agency [DSCA], chargée des exportations d'équipements militaires américains, y a rendu un avis favorable. En Septembre 2022, le secrétaire d'État américain Antony Blinken s'est félicité de cette vente d'armement, constatant un moyen d'assurer au Pakistan son "interopérabilité avec les forces américaines dans le cadre de la lutte contre le terrorisme".

Des armes pour lutter contre le terrorisme... tournées vers l'Inde

En dépit de cette déclaration et de l'assurance que ce contrat a pour **exclusif but de contrer la menace terroriste**, de **virulentes critiques ont émané de l'Inde**. Peu de temps après l'annonce de l'accord, le Ministre de la Défense indien Subrahmanyam Jaishankar a fait part son scepticisme, pour ne pas dire de sa méfiance, en déclarant que "Dire que vous faites cela pour combattre le terrorisme, quand vous parlez d'un appareil comme le F-16, tout le monde sait où ils sont déployés".

New Delhi ne cache pas la perception qu'elle se fait de cette vente de service, considérant que ces avions de chasses ultra-performants sont positionnés de sorte à cibler l'Inde.



Figure 4

Le Pakistan, premier allié militaire de la Chine

<https://www.lefigaro.fr/international/2019/03/14/01003-20190314ARTF1G00145-le-pakistan-premier-allie-militaire-de-la-chine.php>

Figure 5

Les drapeaux de l'Inde et du Pakistan simultanément descendus à la frontière Wagah

<https://www.flickr.com/photos/kaiban/6234091130>

AFGHANISTAN

Les cartes rebattues à Kaboul

ECRIT PAR
AMANDINE H.

Des années d'instabilité politique

À partir de la fin des années 1970, l'Afghanistan connaît plusieurs décennies de guerres ininterrompues causant la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes. Les forces soviétiques se retirent en 1989 et le gouvernement communiste est renversé en 1992 : l'État islamique d'Afghanistan est alors instauré. Peu de temps après, une nouvelle guerre civile éclate dans le pays. Le mouvement taliban émerge alors en 1994 et profite de ces divisions pour prendre le pouvoir à Kaboul, en 1996.

En octobre 2001, les États-Unis lancent l'opération "Liberté immuable" destinée à réprimer le régime taliban accusé d'héberger Oussama Ben Laden, le terroriste activement recherché par Washington. Après des années de présence sur le territoire sans réel changement, **les États-Unis se retirent militairement d'Afghanistan, en 2021.**

Dans un pays démuné de toute stabilité, dirigé par un Etat-central faible et gangréné par la corruption, **les talibans reprennent le pouvoir, le 15 août 2021,** vingt ans après en avoir été chassés. Des scènes de foules envahissant l'aéroport de Kaboul pour fuir les talibans ont fait le tour du monde.



Le Qatar, au centre du jeu diplomatique afghan



En 2020, les talibans s'affichent "présentables" et s'engagent dans un processus de paix avec les États-Unis à Doha (au Qatar) aboutissant à l'accord du 29 février 2020 qui prévoit le retrait des troupes américaines d'Afghanistan.

Après le départ de leur dernier avion d'Afghanistan, les États-Unis ont annoncé qu'ils poursuivraient les discussions avec les talibans en ouvrant une mission diplomatique à Doha. **Le Qatar est devenu un terrain de négociation** dans la région du Golfe depuis 2013, date à laquelle il a ouvert une représentation politique des talibans à Doha, à la demande des États-Unis.

Cette neutralité est recherchée et voulue par le pays afin de garantir sa propre sécurité. Les talibans eux-mêmes entretiennent d'assez bonnes relations avec l'émirat du Qatar. En plus d'organiser des vols d'évacuation et d'accueillir des réfugiés afghans, le Qatar a également négocié des accords bilatéraux pour ses partenaires occidentaux avec la montée des rebelles. **Cela a incité les partenaires américains et européens à déplacer leurs ambassades afghanes à Doha,** faisant de la capitale qatarie une nouvelle porte d'entrée vers l'Afghanistan.



Des relations diplomatiques nécessaires avec Pékin

En mars 2022, le chef de la diplomatie chinoise s'est rendu en Afghanistan pour s'entretenir avec des responsables talibans. Cette visite - **la première d'un représentant d'une grande puissance depuis l'arrivée au pouvoir des talibans** en août 2021 - illustre l'importance que souhaite donner Pékin à ses relations avec l'Afghanistan.

Tenant à faire perdurer ses relations économiques avec l'Afghanistan, la Chine se doit de garder des relations stables avec un voisin stratégique. Là où l'occident se refuse de coopérer avec les forces talibanes, la Chine, peu regardante sur le respect des droits de l'homme, continue de voir en l'Afghanistan un partenaire commercial incontournable.

Le CPEC (China-Pakistan Economic Corridor) souhaite effectivement construire des routes et des voies ferrées passants par l'Afghanistan. L'objectif de ce plan est de **créer une véritable connexion entre différentes parties du Pakistan et de la Chine**, ce qui aura également des implications pour l'Iran, l'Afghanistan et l'Asie centrale. Tous ces pays pourront ainsi bénéficier d'investissements bilatéraux.

A des fins principalement économiques, la Chine souhaite ainsi développer son influence dans la région pour mener à bien son projet des "nouvelles routes de la soie".

Début 2023, les talibans ont également signé un contrat commercial avec une société chinoise pour l'exploitation de pétrole dans le nord de l'Afghanistan. **Cette première signature est considéré comme une victoire des talibans**, qui avaient lancé une campagne de communication visant à leur faire acquérir une image de gouvernants "présentables".

En quête de reconnaissance de la part du monde extérieur, cette signature représente une première acceptation du gouvernement taliban.

La Chine investira 150 millions de dollars la première année et 500 millions de dollars au cours des trois années suivantes. D'autres accords suivront non seulement avec la Chine, mais aussi avec la Russie et l'Iran, selon le gouvernement taliban. **L'occident pourrait voir d'un mauvais œil ces nouveaux partenaires économiques.**

Figure 1

Carte de l'Afghanistan avec provinces

<https://vemaps.com/afghanistan/af-04>

Figure 2

Des soldats américains évacuent des Afghans de l'aéroport international Hamid Karzai le 21 août 2021, après la prise de contrôle de Kaboul par les Talibans.

https://en.wikipedia.org/wiki/2021_Taliban_offensive#/media/File:Evacuation_at_Hamid_Karzai_International_Airport_210821-F-IG885-1130.jpg

Figure 3

Le représentant américain Zalmay Khalilzad (à gauche) et le représentant des Talibans Abdul Ghani Baradar (à droite) ont signé l'accord à Doha, au Qatar, le 29 février 2020.

[https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Secretary_Pompeo_Participates_in_a_Signing_Ceremony_in_Doha_\(49601220548\).jpg?uselang=fr](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Secretary_Pompeo_Participates_in_a_Signing_Ceremony_in_Doha_(49601220548).jpg?uselang=fr)

Figure 4

Carte du projet chinois "Nouvelle route de la soie"

<https://www.google.com/url?sa=i&url=https%3A%2F%2Flepetitjournal.com%2Fshanghai%2Fcomprendre-chine%2Fnouvelle-route-de-la-soie-une-opportunit%C3%A9-de-d%C3%A9veloppement-de-lafrique-340115&psig=AOvVaw0P3Cb3pYX3tXEPzgdJtn&ust=1677072365574000&source=images&cd=vfe&ved=2ahUKEwib82XG26b9AHJHVQqEHXduB4EQr4kDegQIARao>

OUZBÉKISTAN

Sur le terrain des nouveaux projets gaziers

ECRIT PAR
QUENTIN G.

L'Ouzbékistan, un pays multiethnique

Pays de l'Asie centrale, l'Ouzbékistan détient une position géostratégique en raison de sa proximité avec de nombreux pays tel que la Russie, la Chine, ou encore l'Afghanistan.

Acteur incontournable dans les relations internationales de la région, le pays est présent au sein d'organisations internationales tel que le FMI ou le Partenariat pour la Paix (PPP) afin de maintenir une stabilité économique, politique et commerciale avec ses voisins.

Pays multiethnique, le territoire se compose plusieurs groupes majoritaires comme les Ouzbek et les Kazakhs marquant encore la société d'aujourd'hui. Toutefois, des minorités se développent encore face aux ethnies majoritaires comme les Tadjiks, les Turkmènes, et les Russes.

Une ancienne république soviétique

La forte présence d'une population russophone s'explique par le fait que l'Ouzbékistan était **sous domination soviétique de 1920 à 1991**. Pendant cette période, une vague de changements a bouleversé le pays. Sous la centralisation soviétique, l'économie de l'Ouzbékistan, comme celle de ses voisins, a été entièrement concentrée sur la production de matières premières agricoles, en particulier le coton, permettant à l'ex-Union Soviétique d'être le premier producteur mondial dans ce secteur.



Cette collectivisation forcée de l'agriculture, ne s'est pas appliquée sans conséquence sur les communautés rurales. Durant cette période, **une politique de répression a été menée sur la culture et les traditions nationales, notamment avec la suppression de la langue ouzbek au profit du russe.**

Les mesures imposées pendant l'occupation soviétique ont eu des impacts durables sur la société ouzbek, contribuant à la création d'un État autoritaire après l'indépendance.

Jusqu'à maintenant, l'Ouzbékistan a maintenu une position neutre en ce qui concerne la guerre en Ukraine, cherchant à maintenir des relations équilibrées avec les deux parties en conflit.

Par le biais des ambassades le pays a ordonné à ses ressortissants vivants en Russie de ne prendre part à la guerre en aucun cas sous peine de sanctions. Dans le secteur énergétique, les compagnies russes comme Gazprom ou la société pétrolière Rosnef, sont d'importants investisseurs au sein de l'Ouzbékistan, soulignant donc l'importance de lisser ses relations avec la Russie.

La guerre russo-ukrainienne représente donc un sujet sensible pour l'Ouzbékistan, ainsi que pour une grande partie pays de l'Asie centrale, **remettant parfois en perspective certains accords énergétiques.**

L'indépendance auprès de la Russie est donc maintenant acquise, on parle donc aujourd'hui d'un processus de "découplage" entre la Russie et l'Asie centrale.

Le Karakalpakstan, une région autonome de l'Ouzbékistan

Partie intégrante de l'Ouzbékistan, la région du Karakalpakstan s'est vu accorder une autonomie spéciale en raison de sa situation géographique et de son importance économique. En effet, l'économie du Karakalpakstan est principalement fondée sur la richesse en ressources naturelles comme le pétrole et le gaz. Ce capital énergétique est un moyen de palier les importations de gaz russes. En effet, après avoir remporté l'appel d'offres de la SARL Uz-Kor Gas Chemical, le groupe ERIELL, une entreprise ouzbek, signe de nombreux contrats de construction, de supervision et de reconditionnement de puits de gaz naturel. Ces nouvelles exploitations permettent d'alimenter en énergie les nombreux complexes de l'industrie.

Outre ce projet, l'Ouzbékistan a, depuis fin 2022, mis en place sa toute première usine de conversion de gaz en gaz naturel liquéfié.

En résumé, l'ensemble de ces projets a pour objectif de réduire la dépendance du pays aux importations de produits énergétiques russe. Effectivement, en exploitant les ressources énergétiques présentes dans les sous-sols du pays, l'Ouzbékistan devrait diminuer ses importations d'hydrocarbures.

En parallèle de cette volonté d'émancipation, ces stratégies visent à étendre et à diversifier les capacités de production du pays, ainsi que celui de l'Asie centrale. De plus, cela permet au pays de développer son potentiel technologique industriel, notamment en terme de réduction des émissions de CO² en déployant les hydrocarbures écologiques. Cette croissance industrielle représente donc un sérieux atout pour l'économie du pays, par la création d'emplois et la formation de personnel qualifié.

D'une certaine manière, la position et le statut particulier du Karakalpakstan dans le paysage politique et économique de l'Ouzbékistan permettent à ce premier de conserver sa culture et ses traditions uniques tout en bénéficiant du soutien et des avantages économiques que peut apporter l'État.



Cependant en dépit de ses qualités et de sa position, la situation du Karakalpakstan n'est pas dénuée de problématiques multiples. En effet, de nombreuses préoccupations à l'instar des problèmes environnementaux comme la désertification et l'érosion des terres, entraînent des conflits sociaux autour des moyens de subsistance auprès des communautés locales. La politique autoritaire appliquée au pays ne fait pas exception dans la région, elle est aussi visée par les politiques de répression de la liberté d'expression.

Depuis quelques années, des émeutes se forment afin de provoquer le gouvernement qui souhaite limiter l'autonomie de la région. C'est le cas en octobre 2020 où les résultats des législatives étaient contestés. Plus récemment c'est en janvier 2022, que des manifestations ont été à l'encontre du gouvernement, principalement motivées par la montée des prix de l'énergie.

Ces vagues de contestation ont par ailleurs conduit à un durcissement des relations internes du pays, se traduisant par un renforcement de la part du gouvernement de son contrôle sur la société en limitant la liberté de mouvement et d'expression en établissant un système de surveillance étroit.

Il est donc généralement admis que le gouvernement ouzbek met en place des mécanismes de contrôle stricts pour maintenir une image positive de leur gouvernement et éviter les commentaires négatifs pouvant remettre en question leur légitimité. À l'aune de plusieurs pays d'Asie centrale, le gouvernement utilise la surveillance de sa population, la contrainte des médias ainsi que la répression des leaders locaux pouvant s'opposer à la politique gouvernementale.

Ce mode d'action reste encore fortement marqué aujourd'hui au sein du pays, puisqu'il peut rappeler certaines pratiques de l'époque soviétique où l'espionnage massif était utilisé.

L'Ouzbékistan et la relance du projet gazier avec le Kirghizistan

Depuis l'obtention de l'indépendance de l'Ouzbékistan et du Kirghizistan lors de la chute de l'URSS, les deux pays partagent une frontière commune. Les deux voisins ont subi de fortes tensions politiques, notamment en raison de désaccords frontaliers et de politiques migratoires divergentes.

En raison d'un projet de construction de barrage hydroélectrique dans les régions voisines du pays, Islam Karimov, **l'ancien président de l'Ouzbékistan avait donc par représailles menacé de guerre le Kirghizistan et le Tadjikistan.** La raison mise en avant par le président ouzbek est que cette source d'eau représente la principale branche hydraulique du pays, pouvant donc mettre à mal son approvisionnement, et permet donc de stopper toutes avancées du projet.

Toutefois, les relations économiques entretenues entre l'Ouzbékistan et le Kirghizistan représentent un intérêt majeur pour les deux pays.

C'est en pleine crise énergétique que le gouvernement ouzbek annonce quant à lui vouloir relancer un projet gazier se situant aux abords de la frontière avec le Kirghizistan. Cette idée de projet démontre une volonté ouzbek de collaborer avec son voisin, notamment depuis la signature de l'accord du 12 mars 2021 résolvant les différents frontaliers entre les deux pays.

Jusqu'à maintenant, le pays avait décidé de pallier la crise énergétique en important du gaz russe via un contrat passé entre la société gazière ouzbek Ouztransgaz et Gazprom. **Ce projet pourrait ainsi représenter une alternative au gaz russe.**

Un pays soucieux de s'émanciper de la Russie

La Russie et l'Ouzbékistan sont considérés historiquement comme des partenaires proches dans les domaines économiques, politiques et militaires. Moins puissant, l'Ouzbékistan reste soucieux de préserver son autonomie en cherchant notamment à développer ses relations internationales. **Cette volonté d'émancipation de l'ancien territoire soviétique entraîne des tensions avec Vladimir Poutine qui cherche actuellement à renforcer son influence dans la région.**

En raison de sa qualité de principal client du gaz ouzbek, la Russie dispose d'un statut faisant d'elle un partenaire essentiel de l'Ouzbékistan au point où l'on peut parler de dépendance de ce dernier à la Russie.

Or, indirectement impacté par les sanctions occidentales appliquées à la Russie, **l'Ouzbékistan se retrouve contraint de trouver de nouveaux partenaires énergétiques.**

L'Ouzbékistan, un rapprochement avec l'Europe ?

Dans une volonté de moderniser le pays afin de clore le chapitre de la domination soviétique, l'Ouzbékistan entame dorénavant une politique de développement économique. L'objectif étant **d'élever le pays sur la scène internationale d'un point de vue financier.**

Pour cela, les réformes économiques mettent en place de nombreuses stratégies afin d'y parvenir. La principale ambition sur les cinq prochaines années pour le pays est l'augmentation du PIB par habitant de 60%. L'augmentation du revenu moyen par habitant est envisagée à l'horizon 2030. Enfin, à l'image des pays membres de l'Union européenne, l'Ouzbékistan se fixe comme **objectif de ne pas excéder le déficit public à plus de 3% du PIB.**

Outre les réformes économiques, le pays souhaite répondre à la demande croissante du marché énergétique européen, nécessitant donc de fort investissements. Pour cela, le pays souhaite réformer ses marchés de capitaux, en augmentant les ressources financières du pays de 200 millions de dollars à plus de 7 milliards de dollars au cours des 5 prochaines années, dans l'objectif d'attirer les pays de l'Union européenne.

Avec la mise en place de ces stratégies, l'Ouzbékistan souhaite intégrer une nouvelle place économique au sein de l'Union européenne.



Figure 1 :

Carte de l'Ouzbékistan
<https://vemaps.com/uzbekistan/uz-04>

Figure 2:

Carte de l'Union Soviétique
<https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Expansion-Russie-et-URSS.png>

Figure 3:

La madrasa et la mosquée Tilla Kari du Registan
https://commons.wikimedia.org/wiki/File:La_madrasa_et_la_mosqu%C3%A9e_Tilla_Kari_du_Registan_%28Samarcande,_Ouzb%C3%A9kistan%29_%285630693152%29.jpg

Figure 4 :

Drapeau de l'Union européen
https://fr.wikipedia.org/wiki/Drapeau_europ%C3%A9en

TURKMÉNISTAN

Une position clé pour la stratégie européenne

ECRIT PAR
PIERRE GERU

Le Turkménistan, un pays des plus fermés au monde

Libéré de sa tutelle soviétique en octobre 1991, le Turkménistan est aujourd'hui devenu l'un des pays les plus fermés et des plus discrets de la scène internationale. Président depuis septembre 2022, Serdar Berdimoukhamedov succède à son père et semble constituer un gouvernement tout aussi autoritaire sur le territoire.



Pays d'Asie centrale de plus de 6 millions d'habitants, le Turkménistan est composé à plus de 85 % de Turkmènes, (peuple turc vivant aujourd'hui sur le sol Turkmén) avec quelques minorités Russes et Ouzbeks.

Le Turkménistan est un pays qui passe sous les radars internationaux. Classé 177 sur 180 au classement de la liberté de la presse selon Reporters sans Frontières, l'ensemble des médias sont contrôlés par le pouvoir et le régime restreint l'utilisation d'internet. Afin de garder un contrôle total sur son territoire, le pays mène une campagne de destruction des antennes satellites et interdit l'utilisation de VPN sous peine d'amende.

Figure 1

Ville d'Achgabat
<https://vermaps.com/turkmenistan/tm-04>

Figure 2

Serdar Berdimuhamedov et Vladimir Putin
https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Vladimir_Putin_and_Serdar_Berdimuhamedov_%282022-06-10%29_01.jpg



Un territoire regorgeant de ressources stratégiques

Ainsi, le territoire Turkmène devient le terrain de jeux d'influences des grandes puissances comme la Russie, les Etats Unis, l'Europe ou encore la Chine qui semblent particulièrement intéressés par les réserves abondantes en pétrole du pays ainsi que par sa position géostratégique. Exportateur d'hydrocarbures convoité, le Turkménistan à un rôle majeur dans les économies chinoises et russes.



En passe de devenir un pôle énergétique incontournable, le Turkménistan tente une **politique de diversification de ses clients** afin de réduire l'influence de ses grands voisins dans son économie.

Le Turkménistan, à la recherche de nouveaux partenaires énergétiques

Lors de la passation des pouvoirs, Serdar Berdimoukhamedov se voit confier une directive par le président sortant. Celle d'attirer d'avantages d'investissements étrangers, d'encourager un accroissement de la production interne afin de stimuler les exportations et réduire les importations mais aussi accentuer les privatisations d'entreprises publiques. Enclavé entre grandes puissances, russe et chinoise, le pays cherche par tous les moyens à garder son indépendance, dans un contexte de forte convoitise énergétique déclenché par la guerre Russo-Ukrainienne.

Cherchant de nouveaux partenaires pour ses importations de gaz, l'Europe pourrait voir dans l'Asie centrale, et plus particulièrement dans le Turkménistan, un partenaire énergétique intéressant.



La relation Franco-Turkmène : un partenariat à développer ?

Déjà implantée sur le territoire Turkmène, la France tente de se poser en partenaire dynamique du pays à travers des fleurons industriels tels que Bouygues, Vinci ou encore Thales. Présent depuis 1993 au Turkménistan, le groupe Bouygues entretient de bonnes relations avec le régime en place et cela malgré une forte volonté du gouvernement turkmène de ne voir aucun acteur étranger sur son territoire.

Le groupe Franco-Italien Thales Alenia Space a également réussi à tirer son épingle du jeu auprès du président Serdar Berdimuhamedov. Après la construction d'un premier satellite de communication en 2015, **le Turkménistan est sur la voie du développement d'autres satellites avec comme partenaire majeur : la France.**

Le fleuron Français Bouygues a notamment permis la construction du sénat turkmène, un hôtel flambant neuf ou encore des centres des Congrès. Le groupe Vinci a quant à lui participé à la construction du palais présidentiel d'Achgabat ou encore d'un cinéma.

De manière globale, le Turkménistan joue un rôle clé au sein de l'Asie centrale. Placé stratégiquement, ce pays tente une politique de diversification visant à rester indépendant de ses deux voisins chinois et russes. Il semble également représenter un débouché sérieux pour le développement de l'industrie Française dans une région autrefois propriété des russes.



Figure 3

Ville d'Achgabat, capitale du pays
https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Turkmenistan_Ashgabat.jpg

Figure 4

Serdar Berdimuhamedov, Président du Turkménistan
https://www.google.com/url?sa=i&url=https%3A%2F%2Farchive.ips-agency.net%2Fevent%2Fen%2F1%2F1733055.519%2FTurkmenistan%253A%2B2022%2Belezione%2Bpresidenziale%2Ba%2Borpres%2Bturkmenistan&psig=AOvVaw0404q:ScFskyn_AcylzRQh&ust=1677075178539000&source=images&cd=v6&ved=2ahLUKEw507-DSqb9A1vSmycCHdvTBpcQr4kDegQIARAB

KAZAKHSTAN

Au contact de la Russie et de la Chine

ECRIT PAR
AUGUSTIN W.

État devenu indépendant en 1991 depuis la chute de l'URSS, le Kazakhstan a été, jusqu'en 2019, dirigé par Noursoultan Nazarbaïev. C'est un homme politique fort qui reste très influent malgré son retrait politique. Aujourd'hui dirigé par Kassym-Jomart Tokaïev, le pays a connu en début d'année d'importantes manifestations en raison de la hausse des prix couplée à une forte corruption, ce qui a engendré une accélération des changements politiques dans le pays. **L'État kazakh possède de grandes ressources pétrolières, représentant plus de 50% de la valeur de ses exportations.**

Le Kazakhstan, un pays à l'épreuve des crises

En janvier 2022, le pays a connu une **forte vague de manifestations en raison de l'augmentation drastique des prix du gaz**. Cet hydrocarbure fait fonctionner près de 90% des voitures et 70% des ménages kazakhs l'utilisent pour cuisiner dans l'ouest du pays.

De nombreuses protestations ont alors eu lieu dans cette partie du pays. La situation va rapidement dégénérer et devenir une crise majeure dans tout le Kazakhstan. Mi-janvier, le président ira jusqu'à instaurer un couvre-feu et autoriser la police à tirer sans sommation sur la population.

Ces manifestations **permettent au président de limoger les personnes clés de l'ère Nazarbaïev** comme Askar Mamine (alors premier ministre du Kazakhstan soutenu par Nazarbaïev), Karim Massimov (chef du comité de Sécurité nationale) ou encore Samat Abich (chef adjoint du Comité de sécurité nationale et neveu de Noursoultan Nazarbaïev). En évinçant ces membres, action longtemps demandée par le peuple, Tokaïev espérait calmer une situation fragile. Ce ne fut pas le cas et **le président kazakh s'est alors vu dans l'obligation de s'en référer à Moscou.**



L'interventionnisme russe, une victoire politique

Via l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OSTC), **la Russie intervient avec l'aide des autres pays signataires sur le sol kazakh alors même que les tensions avec l'Ukraine ne cessent d'augmenter.** Si officiellement la Russie intervient dans un contexte de maintien de la paix, il est vraisemblable que **le but réel de cette opération soit de garder une mainmise sur le Kazakhstan** alors même que ce dernier vient de se débarrasser de ses oligarques connus pour leur proximité avec le pouvoir russe.

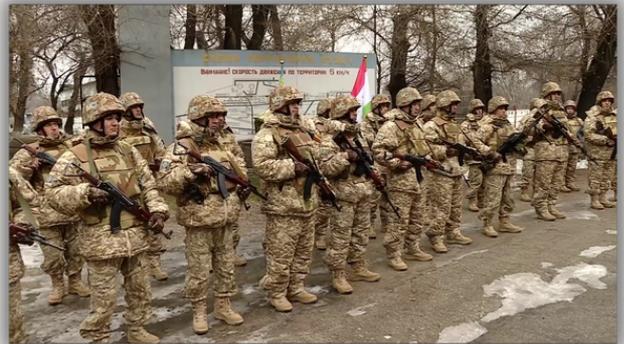
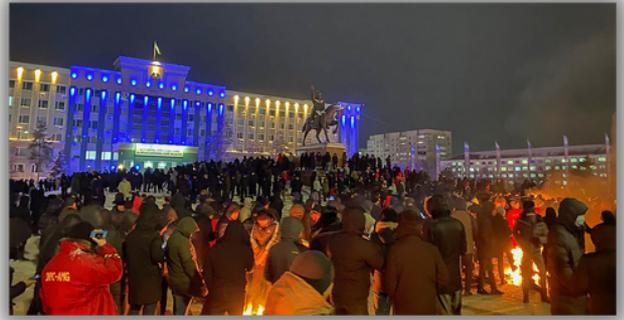
C'est près de 3 000 hommes que Moscou va envoyer pour soutenir Tokaïev pendant près d'une semaine (du 6 au 11 janvier). De nombreux observateurs occidentaux sont alors réservés quant à la durée de l'opération. C'est le cas de Marie Dumoulin, directrice de programme au Conseil européen des relations internationales, qui rappelle que "le problème avec les interventions militaires russes, c'est que l'on sait quand elles commencent mais pas quand elles prennent fin". Cependant, **Moscou a entamé un retrait progressif de ses troupes une semaine après le début de l'opération, décision en partie due aux préparatifs de l'opération militaire en Ukraine.** En effet, Vladimir Poutine souhaite mettre un terme à ses interventions sur les territoires extérieurs afin d'avoir l'intégralité de ses forces opérationnelles pour l'attaque en Ukraine.

Via cette intervention, la Russie va conforter plusieurs positions : elle **maintient de bonnes relations avec son voisin et son allié kazakh** ; elle **renforce la crédibilité de l'OSTC** qui avait récemment été ébranlée par les événements au Kirghizistan et dans le haut Karabagh. Face à la **montée en puissance de Pékin dans la région**, Vladimir Poutine renforce également son rôle souhaité de protecteur de l'Asie centrale.

Un territoire stratégique aux ressources convoitées

L'importance du Kazakhstan s'explique par sa place stratégique en Asie centrale. Ses **ressources abondantes en hydrocarbures, en pétrole et en uranium** sont des atouts enviés par ses voisins. Elle est également l'une des portes d'entrée de la mer Caspienne et possède un **réseau de pipelines stratégique** allant d'est en ouest et reliant ainsi l'Europe et la Chine.

Premier producteur d'uranium, le Kazakhstan est un pays clés dans la nouvelle ère géopolitique de l'énergie. **L'ambition affichée de ses deux voisins, la Chine et la Russie, se comprend par la volonté de contrôler cette ressource clé.**



Un rapprochement avec Pékin... au détriment de Moscou

La Chine place ses pions sur l'échiquier régional afin de se positionner, pour l'instant, comme une alternative à la puissance russe. Depuis l'invasion russe sur le territoire ukrainien, **Astana prend ses distances avec Moscou et se tourne petit à petit vers Pékin.** En voyage diplomatique en octobre dernier, le **président** chinois Xi Jinping a réaffirmé son soutien à la souveraineté kazakh.

En fin d'année 2022, les **chefs d'États** des deux pays ont signé le "Communiqué conjoint à l'occasion du 30e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la République populaire de Chine et la République du Kazakhstan". Ce communiqué a pour but de **fortement renforcer la relation bilatérale que ces états entretiennent notamment dans la sécurité et dans l'économie.** En pleine guerre, Moscou assiste impuissant au déclin de son influence en Asie centrale.

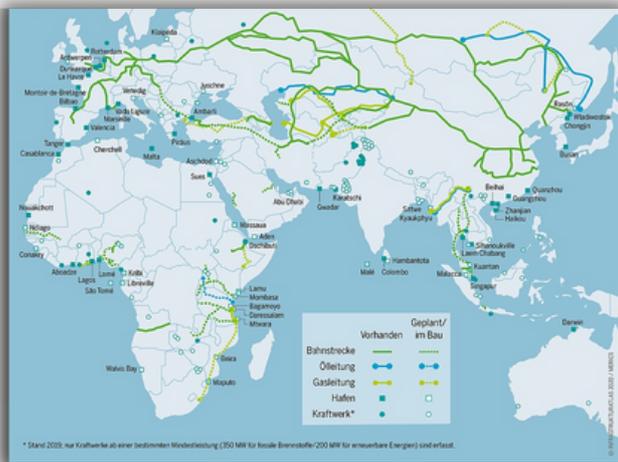


Figure 1

Carte du Kazakhstan
<https://vemaps.com/kazakhstan/kz-04>

Figure 2

Des manifestants sur la place centrale d'Aktobe, le 4 janvier 2022
 Esetok, CC BY-SA 4.0 <<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/>>, via Wikimedia Commons

Figure 3

Détachement de l'armée tadjike au sein du contingent de l'Organisation du traité de sécurité collective le 12 janvier 2022.

Par Mil.ru, CC BY 4.0, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=114237928>

Figure 4

Une carte des projets les plus importants de l'initiative chinoise Belt and Road en Asie, en Afrique et en Europe à partir de 2018

Lena Appenzeller, Sabine Hecher, Janine Sack, CC BY 4.0 <<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>>, via Wikimedia Commons